

CHAPITRE 1 ACTIVITÉS DU GROUPE DE LA BID



Le chapitre met en lumière les principales réalisations du Groupe de la BID, l'organisation faîtière à laquelle appartient la Banque islamique de développement (BID), l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC). La BID est la principale banque de développement. Les autres institutions complètent son travail, ce qui permet de proposer une vaste gamme de projets et d'activités de soutien au développement socioéconomique durable dans les pays membres.

1.1 : ANALYSE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

CROISSANCE

La croissance économique en 2023 a été plus faible à l'échelle mondiale qu'en 2022. Selon les estimations, l'économie mondiale devrait connaître davantage de ralentissement en 2024 avec une baisse des taux de croissance qui passera de 3,5 % en 2022 à 3 % en 2023 et 2,9 % en 2024. Ce ralentissement tient essentiellement aux conflits géopolitiques et à la fragmentation. Il est prévu un recul sensible dans les économies avancées, tandis que les marchés émergents et les économies en développement maintiendront une croissance solide. Les pays membres de la Banque islamique de développement (BID) sont également confrontés à des défis tels que la forte inflation, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la chute des prix des produits de base. En conséquence, il est prévu une baisse de leur taux de croissance qui devrait passer de 5,6 % en 2022 à 3,3 % en 2023, avant un léger relèvement à 3,9 % en 2024. De 5,6 % en 2022, dans les pays membres d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe, ce taux passera à 4 % en 2023 et 2024. Pour ceux du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), il est prévu une chute de 6,0 % en 2022 à 1,9 % en 2023, avant un rebond à 3,6 % en 2024. Les pays exportateurs de pétrole de cette région quant à eux observeront une baisse vertigineuse de leur taux de croissance qui passera de 6,7 % en 2022 à 1,7 % en 2023, du fait de la faible offre en pétrole et de la baisse des cours de ce produit. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance était passé de 4,0 % en 2022 à 3,7 % en 2023, avant de remonter à 4,3 % en 2024.

SITUATION DE LA DETTE

La reprise économique mondiale post-pandémie à coronavirus demeure fragile, les pays à faible revenu étant confrontés à une détérioration potentielle de leur dette dans le contexte d'une croissance plus lente et de conditions de financement plus strictes. En moyenne, le niveau de la dette publique dans les pays membres de la banque a légèrement baissé, passant de 43,8 % du PIB en 2022 à 43 % en 2023, et devrait encore s'améliorer pour se situer 40,5 % en 2024. Toutefois, il existe des différences considérables selon les régions et les pays. Les pays membres à faible

revenu supportent la charge la plus lourde avec 83,1 % du PIB en 2023, soit une légère hausse par rapport à 2022 (81 %), bien qu'il soit prévu une stabilisation à 78,1 % en 2024. S'agissant des régions, les pays de la zone Asie, Amérique latine et Europe ont le niveau d'endettement le plus faible, soit 40,8 % du PIB en 2023 (contre 41,3 % en 2022) ; ils sont suivis par ceux de la MENA avec 45,3 % (contre 46,4 % en 2022) et d'Afrique subsaharienne avec 47,4 % (contre 46,8 % en 2022).

TENDANCES DE L'INFLATION

Le resserrement des politiques monétaires dans les économies avancées et la baisse des prix de l'énergie entraînent une réduction des taux d'inflation à l'échelle mondiale. Le taux d'inflation mondial devrait passer de 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023, avant de retomber à 5,8 % en 2024. Estimé à 17,7 % en 2023, celui des pays membres de la banque devrait baisser légèrement pour s'établir à 17 % en 2024, sous l'effet des prix des produits alimentaires et de l'énergie. La région Asie, Amérique latine et Europe a enregistré le taux le plus élevé en 2023 avec 21,6 %, suivie par l'Afrique subsaharienne avec 16,4 %. Ce chiffre devrait baisser à 14,3 % en 2024. Le groupe des pays à faible revenu de la banque est le plus durement touché par les hausses des coûts des produits alimentaires et de l'énergie avec un taux d'inflation exceptionnellement élevé de 42,8 % en 2023 qui baissera légèrement pour se situer à 29,8 % en 2024.

CHÔMAGE

L'on s'attend également à des problèmes de chômage, le risque d'une faible croissance dans de nombreux pays pouvant entraîner une recrudescence de pertes d'emplois. De nombreux pays membres de la banque se sont remis mais à des niveaux variés des pertes d'emplois causées par la pandémie à coronavirus, avec des taux de chômage en baisse, passant de 6,9 % en 2020 à 5,9 % en 2022 et 5,8 % en 2023, mais plus élevés chez les femmes et les jeunes avec 6,9 % et 12,8 % respectivement en 2023. Face à ce défi, il convient d'optimiser l'impact des projets de développement afin d'améliorer les économies et de les rendre plus inclusives.

1.2 : PRINCIPAUX INDICATEURS OPÉRATIONNELS

En dépit des perturbations de ces dernières années et de l'émergence de nouveaux défis en 2023, la banque est restée déterminée à fournir des ressources financières considérables aux pays membres pour stimuler la reprise et la sécurité alimentaire, favoriser la résilience et la croissance verte, et développer un capital humain inclusif pour un avenir plus durable. Le volume des approbations nettes du Groupe de la BID n'a cessé d'augmenter depuis 2020, des ressources étant constamment mises à la disposition des pays membres pour les accompagner face aux défis qui se succèdent. Ces approbations sont passées à 182,1 milliards de dollars en 2023, contre 170,1 milliards en 2022.

Alors que son programme à court terme de riposte contre la pandémie à coronavirus à touche à sa fin, la banque a recentré et intensifié ses opérations pour favoriser la relance et la sécurité alimentaire dans ses pays membres, stimuler la résilience et la croissance verte, et développer un capital humain inclusif pour un avenir durable.

En 2023, les approbations annuelles nettes du Groupe de la BID ont augmenté de 15,3 %, pour passer à 12 milliards de dollars (9 milliards de dinars islamiques), contre 10,4 milliards (6,3 milliards de dinars islamiques) en 2022 (Fig. 1.1).

FIG 1.1 : APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID

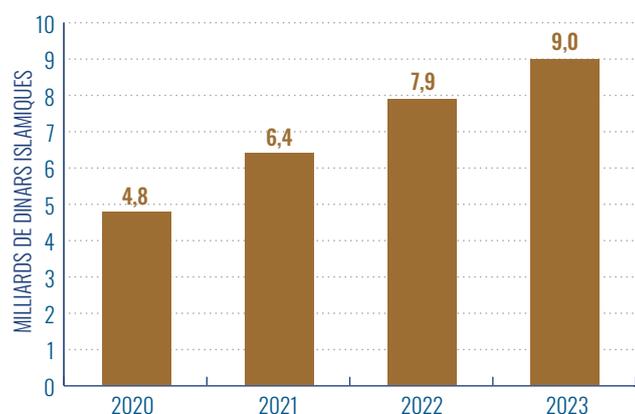
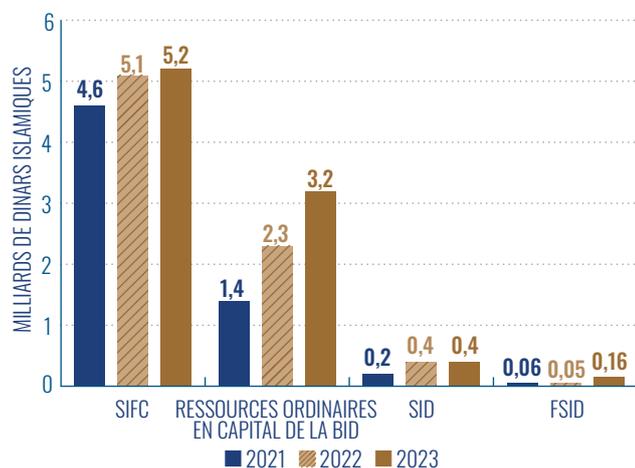


FIG 1.3 : APPROBATIONS NETTES DES ENTITÉS ET DES FONDS DU GROUPE DE LA BID



La part des ressources ordinaires en capital de la banque dans les approbations nettes du Groupe de la BID a nettement augmenté, passant de 28,4 % en 2022 à 35,7 % en 2023, tandis que celles de la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) et de la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) ont baissé pour être passées de 5,0 % et 65,2 % en 2022 à 4,4 % et 57,6 % respectivement en 2023 (Fig. 1.2).

Face à une demande de plus en plus forte des pays membres, les membres affiliés au Groupe de la BID ont continué d'augmenter les approbations. Avec le retour progressif à la normale des chaînes d'approvisionnement en 2023, la SIFC a augmenté de 6,9 milliards de dollars (5,1 milliards de dinars islamiques) le volume des financements destinés au commerce, pour appuyer le commerce des produits agricoles et renforcer la sécurité alimentaire. Les approbations nettes de la banque ont été portées à 4,3 milliards de dollars (3,2 milliards de dinars islamiques), soit un bond de 45 % par rapport à l'exercice précédent, pour consolider la reprise, réduire la pauvreté, et renforcer la résilience et la sécurité alimentaire. De même, la SID a légèrement augmenté le volume de ses approbations nettes en le portant à 531,7 millions de dollars (396,3 millions de dinars islamiques) contre 525,8 millions (395,1 millions de dinars islamiques) l'exercice précédent (Fig. 1.3).

FIG 1.2 : PARTS AUX TOTAL DES APPROBATIONS NETTES DES ENTITÉS DU GROUPE DE LA BID

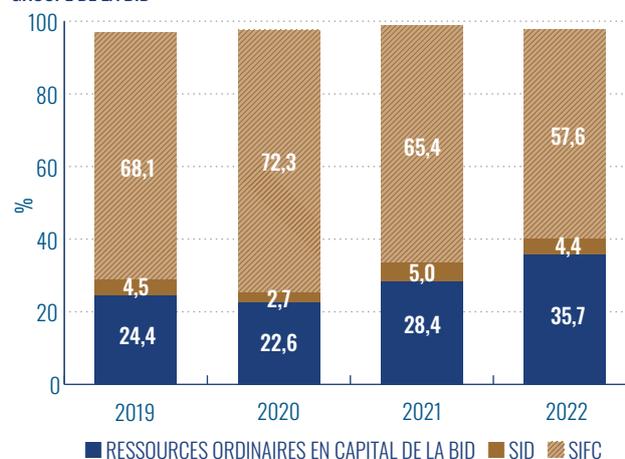
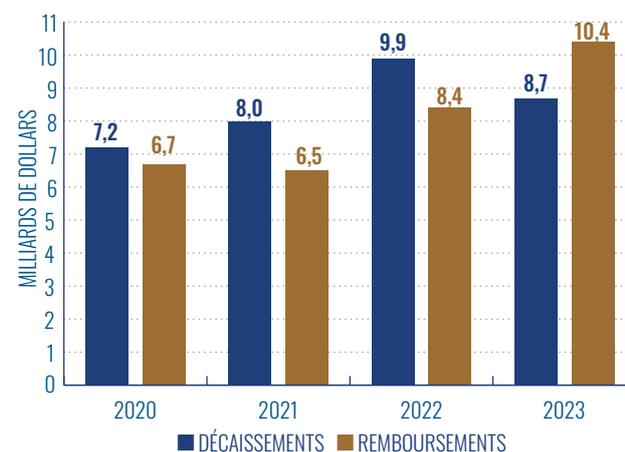


FIG 1.4 : DÉCAISSEMENTS ET REMBOURSEMENTS DU GROUPE DE LA BID



L'augmentation rapide des approbations n'est pas encore compensée par les décaissements dont le volume a été dépassé par celui des remboursements en 2023. Toutefois, cet écart n'est que provisoire et disparaîtra dès que l'augmentation des approbations se traduira par de nouveaux décaissements. Les décaissements sont passés à 8,7 milliards de dollars en 2023, contre 9,9 milliards en 2022, soit 72 % des approbations nettes du Groupe de la BID. Bien que le redressement post-pandémie à coronavirus ait été opéré de manière inégale et incomplète dans certains pays, les pays membres ont apporté un immense appui au Groupe de la BID. Le volume des remboursements a continué d'augmenter avec 10,4 milliards de dollars en 2023 contre 8,4 milliards l'exercice précédent (Fig. 1.4).

Les pays membres étant à peine sortis de la pandémie à coronavirus pour se retrouver confrontés à une crise alimentaire, la banque est restée vigilante et leur a apporté son soutien face à cette nouvelle donne. Au cours des deux dernières années, la santé et l'agriculture ont figuré en bonne place dans les opérations. Avec des millions de personnes risquant de souffrir de la faim en 2022, le financement de l'agriculture a été accéléré. Cette mesure permettra non seulement de répondre aux besoins immédiats, mais aussi de garantir une sécurité alimentaire durable pour les générations futures. En outre, la croissance verte et le développement inclusif du capital humain demeurent

les deux piliers du repositionnement stratégique et par conséquent déterminent pour la banque le financement du développement.

C'est pourquoi, même si elle a légèrement baissé par rapport à 2022 (11,7 %), la part du financement de l'énergie dans les approbations annuelles nettes est restée élevée en 2023 avec 9 % (Fig. 1.5). Il en est de même du financement des transports avec 28,5 % contre 40,5 %. Le secteur de la santé s'est taillé la part du lion avec 32,8 % des approbations, contre 13,3 % l'exercice précédente.

Avec 531,7 millions de dollars contre 525,8 millions en 2022 (Fig. 1.6), les approbations nettes de la SID traduisent une hausse de 1,1 % qui reflète un changement d'approche visant à axer le modèle d'entreprise sur le financement des crédits pour le développement du secteur privé. Le développement du secteur financier compte pour 77,3 % des financements de la SID, suivi par l'industrie et les mines (13,2 %) et l'énergie (4,7 %).

Avec le début d'un retour à la normale des chaînes d'approvisionnement, la SIFC a augmenté le volume des approbations pour le financement du commerce en le portant à 6,9 milliards de dollars en 2023, contre 6,8 milliards en 2022 (Fig. 1.7). Les décaissements ont baissé à -18,2 % pour atteindre 6 milliards de dollars en 2023, soit 87,3 % des approbations nettes.

FIG 1.5 : APPROBATIONS NETTES DES RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL PAR SECTEUR EN 2023

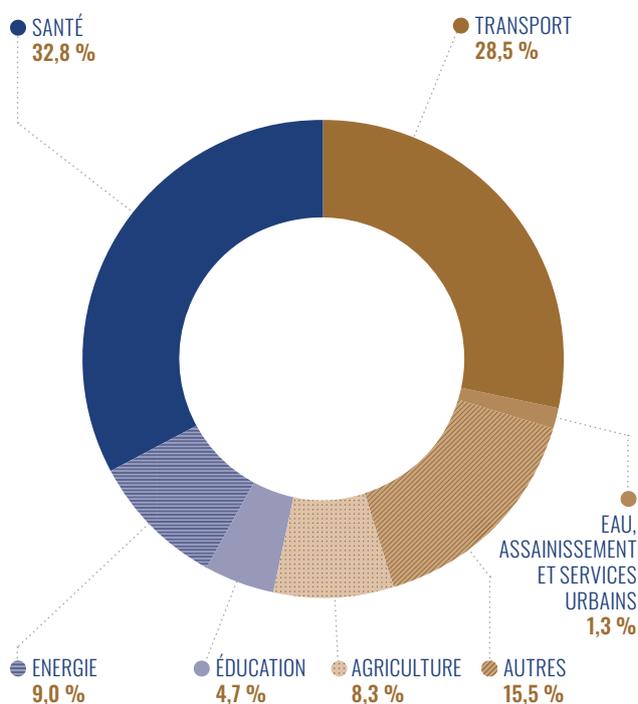
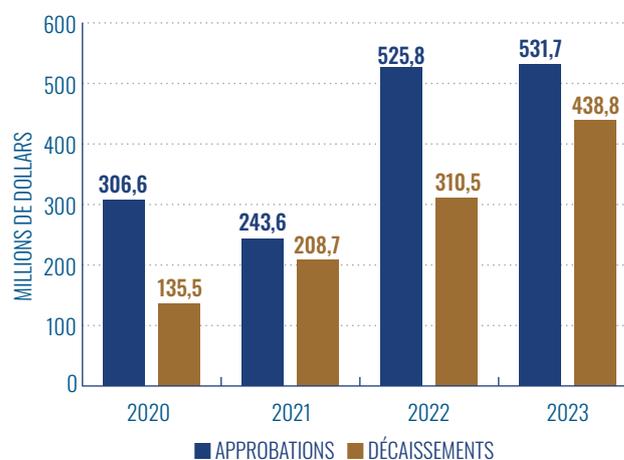


FIG 1.6 : APPROBATIONS ET DÉCAISSEMENTS NETS DE LA SID



Les pays membres étant à peine sortis de la pandémie à coronavirus pour se retrouver confrontés à une crise alimentaire, la banque est restée vigilante et leur a apporté son soutien face à cette nouvelle donne.

FIG 1.7 : APPROBATIONS ET DÉCAISSEMENTS NETS DE LA SIFC



FIG 1.8 : AFFAIRES ASSURÉES ET NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE LA SIACE

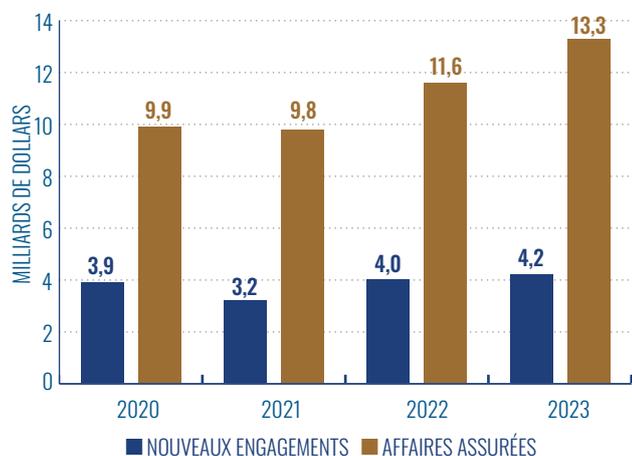
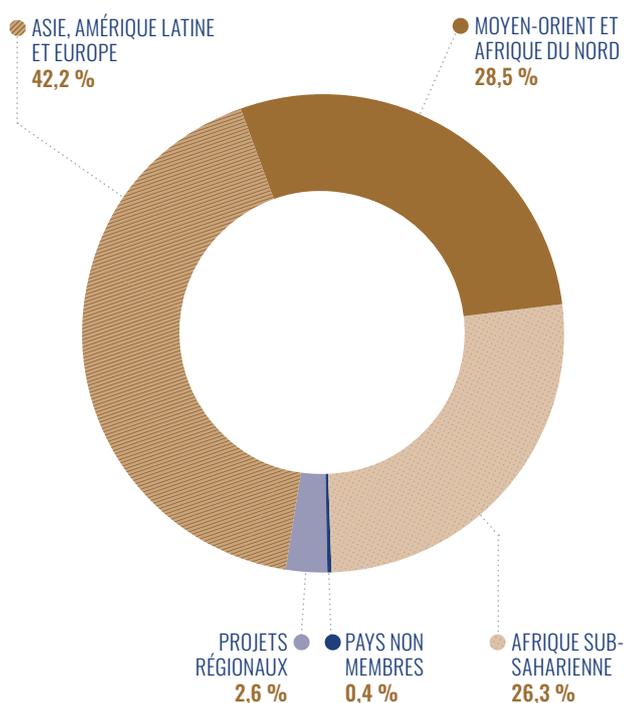


FIG 1.9 : APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR RÉGION EN 2023



En 2023, la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) a fourni des couvertures d'assurance à hauteur de 13,3 milliards de dollars, notamment pour des affaires commerciales à court terme portant sur des biens et services dans presque tous ses pays membres ainsi que dans de nombreux pays non membres (Fig. 8). Ses services d'assurance ont un impact positif sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et les initiatives sur le climat. Le volume de ses approbations a augmenté de 4,6 % par rapport à 2022.

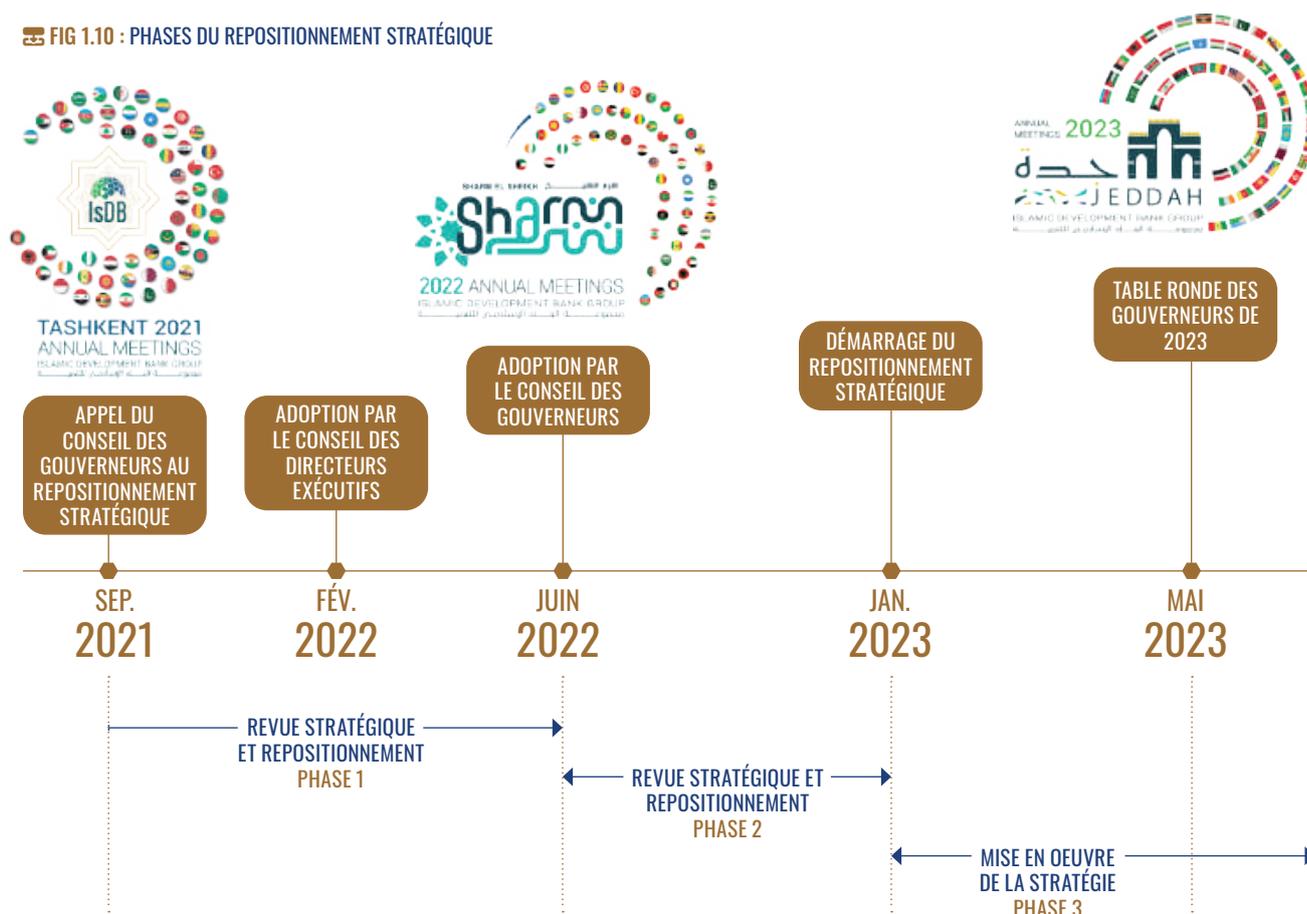
Avec 26,3 % en 2023 contre 31,2 % en 2022 (Fig. 1.9), la part des approbations du Groupe de la BID dévolue à l'Afrique subsaharienne est en augmentation, tout comme celle allouée à la région Asie qui est passée à 42,2 % en 2023 contre 37 % en 2022.

1.3 : MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE REVUE 2023-2025 : REGAIN D'ENGAGEMENT ET DE CONFIANCE

Lors de sa 47^e réunion annuelle tenue en juin 2022 en Égypte, le Conseil des Gouverneurs a approuvé la stratégie révisée de la banque. La phase 2 du processus de repositionnement stratégique a été lancée en 2022 pour garantir une bonne préparation aux changements liés à la structure organisationnelle, aux ressources humaines, à la culture, aux systèmes et aux processus de la banque. La phase 3 a démarré en 2023 et porte sur la mise en œuvre réussie de la stratégie revue. Le repositionnement a été opéré en s'appuyant sur trois principaux axes : l'intégration de la stratégie dans les cycles de programmation et de projet de la banque ; l'intégration de la stratégie dans le modèle culturel de la banque grâce à une meilleure communication interne ; et l'exploitation de la proposition de valeur du Groupe de la BID par le biais de nouveaux instruments de financement. Les trois phases du repositionnement stratégique sont présentées à la Fig. 1.10.

Pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie revue et la communication des résultats obtenus à ce titre, un cadre de gestion axée sur les résultats a été mis au point. Ce cadre a pour but de mesurer et suivre les avancées enregistrées par la banque dans la réalisation des objectifs et des priorités stratégiques de manière transparente, quantifiable et interconnectée. Des rapports réguliers sur la performance de ces indicateurs sont publiés chaque année en interne et en externe dans le rapport annuel sur l'efficacité du développement de la banque.

FIG 1.10 : PHASES DU REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE



Le processus de repositionnement stratégique a donné un nouvel élan aux activités de la banque et renforcé la confiance de ses parties prenantes. Il a contribué à la refonte du processus de la stratégie de partenariat avec les pays membres, ce qui a conduit au lancement de sept stratégies en 2022 et à la préparation de six autres en 2023. Le regain de confiance s'est traduit par la reconduction de la note « AAA » de la banque par les principales agences spécialisées et l'approbation en mai 2023 d'une augmentation spéciale de la part de l'Indonésie dans le capital de la banque qui a permis de relever sensiblement son niveau de participation. La confiance renouvelée s'est également manifestée par les progrès remarquables réalisés dans la refonte de la communication interne de la banque en vue de l'adoption d'un nouveau modèle culturel.

La banque poursuit le dialogue avec ses pays membres et les principales parties prenantes pour tirer le meilleur parti de la dynamique de la mise en œuvre de la stratégie revue. Une table ronde des gouverneurs a été organisée en marge des réunions annuelles de 2023 à Djeddah, durant laquelle ces derniers ont souligné l'importance de s'appuyer sur les partenariats Sud-Sud pour lutter contre les crises, et exhorté la banque à exploiter ses avantages comparatifs dans la coopération entre pays du Sud et la finance islamique.

Le processus de repositionnement stratégique a donné un nouvel élan aux activités de la banque et renforcé la confiance de ses parties prenantes.

La banque poursuit le dialogue avec ses pays membres et les principales parties prenantes pour tirer le meilleur parti de la dynamique de la mise en œuvre de la stratégie revue.

1.4 : PROGRAMME DE RIPOSTE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Groupe de la BID continue de dérouler son Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire approuvé en juillet 2022 pour apporter sa collaboration aux pays membres dans les efforts qu'ils déploient pour éviter les crises alimentaires et renforcer leur résilience aux futurs chocs. Le montant du programme est de 10,54 milliards de dollars auxquels s'ajoutent 500 millions pour l'assurance des crédits et des risques politiques.

T **TABLEAU 1.1 : FINANCEMENT DU PROGRAMME DE RIPOSTE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT
Approbations	
BID (nouveaux financements)	4 milliards USD
SID	269 millions USD
SIFC	4,5 milliards USD
FSID	75 millions USD
Décaissements accélérés	
BID	1,7 milliard USD
Total	10,54 milliards USD

La banque a adopté une procédure de passation de marchés adaptée à l'objectif et à l'optimisation des ressources pour chaque opération, en privilégiant la rapidité et la mise en œuvre sans accroc. Pour les interventions spécifiques liées au secteur privé, les membres affiliés au Groupe de la BID suivront leurs procédures pour autant qu'elles soient acceptables pour la banque, tandis que les pratiques commerciales établies pourront être appliquées pour accélérer la passation des marchés.

À la clôture de l'exercice 2023, le montant total des financements approuvés dans le cadre du programme était de 4 milliards de dollars, soit 46 % du montant annoncé (hors approbations d'assurance de la SIACE). De ce montant, 906,3 millions ont été approuvés par la banque, 19,1 millions par le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID), 3 milliards par la SIFC et 100 millions par la SID. Un montant additionnel de 788,5 millions a été approuvé par la SIACE au titre de l'assurance pour le commerce international et les investissements étrangers. Par ailleurs des décaissements accélérés à hauteur de 581,9 millions de dollars ont été effectués pour le financement par la banque de 85 projets actifs dans le cadre du Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire.

1.5 : PROGRAMME D'INTERVENTION D'URGENCE

La banque a apporté un appui considérable à ses pays membres en 2023 par le biais de subventions d'aide d'urgence. La Türkiye, la Syrie, le Soudan, la Libye et le Maroc ont reçu collectivement 7 millions de dollars à ce titre, preuve s'il en est des efforts résolument déployés pour venir en aide aux pays membres touchés par des crises humanitaires. La banque collabore étroitement avec des organisations internationales, des organisations non gouvernementales et des partenaires locaux afin d'optimiser l'impact de son assistance humanitaire.

SYRIE

La banque a travaillé en partenariat avec la Société du Croissant-Rouge du Qatar (QRCS) dans ses interventions face au tremblement de terre qui s'est produit le 6 février 2023 dans l'ouest de la Syrie et a fait 8 476 morts. Un projet de 1,5 million de dollars (1 million de la banque et 0,5 million de la société) a été lancé en réponse à cette situation. Le projet compte 71 095 bénéficiaires directs (dont 39 102 femmes) et 162 000 bénéficiaires indirects (dont 89 100 femmes). Des rations alimentaires ont été distribuées à 2 138 familles et 2 564 autres ont reçu des articles non alimentaires. Des tentes ont été distribuées à 399 familles. À cela s'ajoute 2 250 kits de dialyse, 12 appareils de dialyse installés et 8 kits de traumatologie.

TÜRKIYE

La banque a travaillé en partenariat avec Kızılay (Croissant-Rouge turc) face à l'impact du tremblement de terre du 6 février 2023 en Türkiye, et joué un rôle crucial dans l'acheminement de l'aide aux communautés touchées. En l'espace de six mois, plus de 372 000 colis alimentaires contenant des produits de première nécessité tels que du riz, des lentilles, de l'huile et du sucre ont été distribués à 128 000 familles et 20 000 autres produits alimentaires mis à disposition, notamment des biscuits à haute teneur énergétique, des céréales enrichies et autres aliments nutritifs. Quelque 124 000 kits d'hygiène familiale ont également été distribués.

SOUDAN

La banque a travaillé en partenariat avec le Comité international de la Croix-Rouge en 2023 pour répondre à la crise humanitaire qui a suivi l'explosion de violence au Soudan. Le projet d'aide proposé se chiffrait à 1,5 million de dollars et visait à apporter une aide indispensable à environ 125 000 personnes touchées par l'éclatement brutal du conflit dans le pays. Le projet comprenait 15 000 colis alimentaires, 20 trousseaux sanitaires interagences, 50 trousseaux de premiers secours et 5 réservoirs d'eau d'une capacité de 15 m³ pour aider au moins 15 000 personnes dans les régions de Khartoum et du Darfour.



La BID a travaillé en partenariat avec Kizilay (Croissant-Rouge turc) pour faire face à l'impact du tremblement de terre du 6 février 2023 en Türkiye, et joué un rôle crucial dans l'acheminement de l'aide aux communautés touchées.

LIBYE

La banque a œuvré en partenariat avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour répondre à la crise humanitaire qui a éclaté dans l'est de la Libye suite aux inondations de septembre 2023. L'intervention d'urgence proposée avait comme principal objectif de fournir une assistance immédiate à la population touchée, avec des abris intégrés et dignes, des soins de santé et des services médicaux de qualité, ainsi qu'un accès à l'eau potable et à des installations et du matériel sanitaires. Elle a permis d'améliorer le bien-être de 100 000 hommes, femmes et enfants touchés par la tempête et les inondations. Son coût total a été estimé à 1,5 million de dollars, dont 1 million apporté par la banque et 0,5 million par le FSID.

MAROC

Un tremblement de terre dévastateur a frappé le Maroc le 8 septembre 2023, causant d'importants dégâts dans les montagnes de l'Atlas et à Marrakech. Il a fait 2 940 morts et 5 500 blessés, et plongé des centaines de personnes dans un état critique. Al Haouz, Ouarzazate, Marrakech, Azilal, Chichaoua et Taroudant sont les provinces touchées. La banque a fourni un financement de 1,5 million de dollars sous la forme d'une subvention pour la réhabilitation d'urgence et la réparation des infrastructures hydrauliques, d'assainissement et d'hygiène endommagées. La subvention a été versée à l'Agence de développement des montagnes du Haut Atlas créée par le Gouvernement marocain par l'intermédiaire du ministère des Finances.

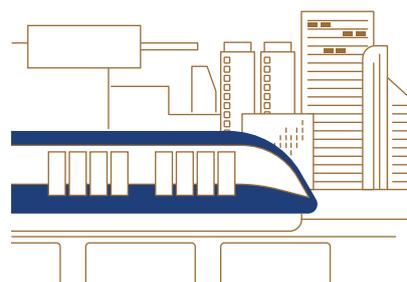
1.6 : RÉALISATIONS À L'ACTIF DU GROUPE DE LA BID

1.6.1 : PRINCIPALES OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT

Le volume des approbations au titre des ressources ordinaires en capital de la banque a continué de s'accroître au fil des ans. En 2023, elles se sont chiffrées à 4,3 milliards de dollars, contre 3,0 milliards en 2022, dépassant l'objectif annuel fixé à 7,5 %. Pour l'exercice en cours elles portent sur 65 opérations dans 27 pays membres, essentiellement dans les secteurs de la santé et des transports (Fig. 1.5), ce qui témoigne de la part de plus en plus importante des ressources ordinaires en capital de la banque dédiée à la dynamique de développement dans les pays membres. Les nouvelles approbations devraient être à l'origine de résultats de développement prometteurs en faveur des pays membres et des communautés musulmanes partout dans le monde. Ci-après, un aperçu des résultats prévus à la fin des opérations approuvées pour l'exercice 2023.



CONSTRUCTION DE
1 989
LOGEMENTS À ÉTAGES POUR
70 632
PERSONNES À REVENUS FAIBLES OU
MOYENS AU BANGLADESH, AINSI QUE
55
LOGEMENTS RÉSISTANTS AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET
39
LOGEMENTS ÉCOLOGIQUES.



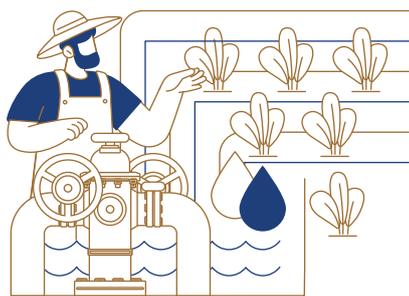
CONSTRUCTION DE
660 km
DE VOIE FERRÉE ÉLECTRIQUE EXPRESS
ÉCOLOGIQUE ET ADAPTÉE AU CLIMAT EN
ÉGYPTE.

CONSTRUCTION DE
117 km
D'AUTOROUTE DE 2X2 VOIES EN CÔTE
D'IVOIRE



VACCINATION DE
41 MILLIONS
D'ENFANTS CONTRE LA POLIOMYÉLITE AU
PAKISTAN

CONSTRUCTION DE
13
HÔPITAUX D'URGENCE ÉCOLOGIQUES AU
PROFIT DE LA POPULATION TOUCHÉE PAR
LE TREMBLEMENT DE TERRE EN TÜRKIYE



1 017 HECTARES
D'AMÉNAGEMENTS HYDRO-AGRIcoles,
PROTECTION DE
200 HECTARES
PAR LA CONSERVATION DES SOLS ET
CONSTRUCTION DE
27
SYSTÈMES HYDRAULIQUES VILLAGEOIS
AU MALI

CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DE
42 SALLES DE CLASSE
AU MOZAMBIQUE

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AVEC
720 ÉTUDIANTS
SUPPLÉMENTAIRES EN MAURITANIE



ACCÈS À UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉQUITABLE ET DE QUALITÉ POUR
40 000 ÉTUDIANTS
AU TCHAD.

ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À
L'ASSAINISSEMENT POUR
885,000
PERSONNES
EN GUINÉE.



1.6.2 : RENFORCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

En tant qu'entité spécialisée du Groupe de la BID, la SID s'est engagée à favoriser la croissance du secteur et l'importance de relever des enjeux mondiaux tels que l'accès à l'énergie et aux infrastructures se reflète dans ses actions. En 2023, ses approbations au titre de projets se chiffrent à 531,7 millions de dollars et ont porté sur l'accompagnement d'institutions partenaires et l'investissement dans des initiatives. Cette année, elles sont réparties entre les lignes de financement (77 %), les financements à terme (22,7 %) et les prises de participations (1,3 %), conformément à sa réorientation stratégique vers le financement des crédits. Par conséquent, le volume cumulé des approbations de projets depuis le démarrage des activités de la société s'élève à 6,9 milliards de dollars.

S'agissant de la répartition sectorielle, 77,3 % des nouvelles approbations ont été réservées au secteur financier, suivi par les investissements dans des domaines à fort impact tels que l'industrie et l'exploitation minière (13,2 %), les transports (4,7 %) et l'énergie (4,7 %).

1.6.3 : FINANCEMENT DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

L'une des principales réalisations de la SIFC en 2023 a été l'approbation d'un nombre important de financements commerciaux grâce à des syndicats réussies et une demande persistante des membres. Le montant approuvé à ce titre est de 6,9 milliards de dollars couvrant 106 opérations, duquel 6 milliards ont été décaissés. Ces approbations concernent des secteurs essentiels tels que l'énergie, l'agriculture et le secteur privé. Des progrès considérables ont été accomplis dans la diversification du portefeuille, les approbations en dehors du secteur du pétrole et du gaz atteignant 3,2 milliards de dollars, soit 46 % de l'ensemble du portefeuille, en hausse par rapport à 2022 (42 %). Pour le commerce intra-OCI, elles se sont chiffrées à 4,6 milliards (66,4 % du montant global), tandis que les financements aux pays membres les moins avancés ont été portés à 3 milliards de dollars contre 2,53 milliards en 2022, soit 44 % du montant global.

EN 2023, LE VOLUME DES APPROBATIONS EN FAVEUR DU SECTEUR PRIVÉ A AUGMENTÉ POUR ATTEINDRE

905 MILLIONS DE DOLLARS,
CONTRE 757 MILLIONS EN 2022, RÉPARTIS ENTRE
39 BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES
PARTENAIRES, AINSI QUE 1 CLIENT INSTITUTIONNEL.

En 2023, le volume des approbations en faveur du secteur privé a augmenté pour atteindre 905 millions de dollars, contre 757 millions en 2022, répartis entre 39 banques et institutions financières partenaires, ainsi que 1 client institutionnel. La SIFC a poursuivi avec succès le développement de ses activités de confirmation de lettres de crédit visant à faciliter le commerce entre les pays membres de l'OCI et au-delà, en s'appuyant sur les réalisations de 2022.

La Société a également commencé à accélérer les transactions du Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire de la banque, avec l'émission de 10 lettres de crédit pour un montant total de 184 millions de dollars et un décaissement de 180 millions. En 2023, les approbations au titre du FRSP se chiffraient à 3 milliards de dollars contre un objectif de 1,7 milliard, avec des décaissements à hauteur de 2,3 milliards de dollars.

La SIFC a poursuivi avec succès le développement de ses activités de confirmation de lettres de crédit visant à faciliter le commerce entre les pays membres de l'OCI et au-delà, en s'appuyant sur les réalisations de 2022.





ENCADRÉ 1 : COLLABORATION ET SYNERGIE ENTRE LA BID ET LA SIFC EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire du Groupe de la BID est un programme intégré de 10,54 milliards de dollars ayant pour objet d'accompagner les pays membres dans la lutte contre la crise alimentaire actuelle et de renforcer leur résilience face aux chocs futurs de même nature. La SIFC s'est engagée à hauteur de 4,5 milliards de dollars sur un total de 10,54 milliards sur 3,5 ans (juillet 2022 – décembre 2025). Elle a déjà approuvé près de 3 milliards de dollars dans le cadre du Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire, contribuant ainsi de manière significative à la réalisation des objectifs du groupe.

Les actions concertées avec la SIFC renforcent les solutions apportées dans le cadre du Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire, car avec ses solutions commerciales intégrées spécialisées, celle-ci est bien placée pour apporter un soutien complémentaire à la banque dans les opérations liées au financement du commerce. Pour une mise en œuvre sans faille de ce partenariat, l'accord de niveau de service signé entre la BID et la SIFC pour l'exécution de certaines opérations ayant trait au financement du commerce dans le cadre du Programme stratégique de préparation et de riposte du Groupe a été élargi pour tenir compte de la mise en œuvre des projets Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire.

Par cette coopération et cette synergie renforcées, ces deux institutions réalisent ensemble des avancées remarquables pour garantir aux pays membres une sécurité alimentaire durable.

Le projet d'approvisionnement d'urgence en produits alimentaires et en intrants de la banque approuvé pour la Jordanie (200 millions de dollars) marque la première initiative dans le cadre de l'accord de niveau de service élargi. En tant que maître d'œuvre du projet pour la banque, la SIFC a joué un rôle essentiel dans le financement de la sécurité alimentaire en facilitant les importations de blé et d'orge dans le pays. Jusqu'ici, elle a émis 10 lettres de crédit d'un montant total de 184 millions de dollars dans le cadre de ce projet, dont près de 180 millions déjà décaissés. De ce fait, 560 000 tonnes de blé et d'orge ont été fournies à la Jordanie.

La collaboration entre la BID et la SIFC s'est avérée très efficace face à la problématique de la sécurité alimentaire en Jordanie. Par cette coopération et cette synergie renforcées, ces deux institutions réalisent ensemble des avancées remarquables pour garantir aux pays membres une sécurité alimentaire durable.

1.6.4 : ASSURANCE DES RISQUES DE CRÉDIT ET DE PAYS

En 2023, la SIACE a fourni des couvertures d'assurance à hauteur de 13,3 milliards de dollars, notamment pour des affaires commerciales à court terme (10 milliards) portant sur des biens et services dans presque tous ses pays membres ainsi que dans de nombreux pays non membres. Elle a également assuré des projets d'investissement d'un coût de près de 3 milliards de dollars.

En 2023, la SIACE a poursuivi son action en faveur des pays membres touchés par la crise alimentaire. Entre le lancement du Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire en juillet 2022 et décembre 2023, le volume de ses approbations pour les opérations liées aux produits alimentaires s'est établi à 788,5 millions de dollars, en dépassement de l'engagement de 500 millions jusqu'au 31 décembre 2025 initialement annoncé.



ENCADRÉ 2 : DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE EN CISJORDANIE (PALESTINE)

Le 11 mai 2023, la SIACE a émis, dans le cadre d'une transaction historique, une couverture relative au partage des risques d'investissement étranger d'un montant de 7,6 millions de dollars en faveur de *Nakheel Palestine for Agricultural Investment* – sa première transaction dans les Territoires palestiniens occupés. Cette opération marque le premier partenariat entre la SIACE et l'Agence multilatérale de garantie des investissements du Groupe de la Banque mondiale (MIGA) pour un projet en Cisjordanie (Palestine).

MIGA administre le *West Bank and Gaza Investment Trust Fund* (WBGTF) pour le compte de ses bailleurs de fonds, l'Autorité palestinienne et le Gouvernement japonais. La transaction porte sur des investissements étrangers dans un projet phare de culture de dattes en Cisjordanie.

Les garanties financées par WBGTF ont été émises en faveur de *Palestine Development and Investment Company, Ltd.* (PADICO) du Liberia (10,38 millions de dollars), *Siraj Fund 1* (4,05 millions de dollars), et *Siraj Fund Management Company* (2,18 millions de dollars). La SIACE apporte une participation au risque (forme de réassurance) pour la garantie émise en faveur de PADICO.

Le principal objectif du projet Nakheel est de cultiver des palmiers dattiers, produire et vendre des dattes de haute qualité afin de répondre à la demande du marché local tout en se développant sur les marchés internationaux. Depuis 2018, Nakheel exporte environ 60 % de sa production annuelle vers des clients de pays membres et non membres de la SIACE.

1.6.5 : STIMULER UN LEADERSHIP ÉCLAIRÉ EN ÉCONOMIE ET FINANCE ISLAMIQUES

L'Institut de la Banque islamique de développement est une organisation du savoir visant à relever les défis économiques des pays membres et d'autres communautés musulmanes grâce à des solutions innovantes dans le cadre de l'économie et de la finance islamiques. Ses principales activités tournent autour du Programme de transformation du secteur de la finance islamique qui favorise la transformation et le développement du secteur des services financiers islamiques par le biais de projets de subventions pour la finance islamique. En 2023, l'institut a programmé et approuvé 14 nouveaux projets d'assistance technique au Nigeria, au Kirghizstan, au Maroc, en Tunisie, en Libye, en Mauritanie et avec des organisations internationales partenaires.

Le Cadre d'évaluation de la finance islamique pour les pays est un important mécanisme de renforcement du secteur de la finance islamique dans les pays membres. En 2023, des évaluations ont été faites pour l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, et des discussions préliminaires tenues avec le Nigeria, le Maroc et la Türkiye pour des évaluations en 2024. La banque fournit des informations sur le marché et procède à des analyses pratiques pour relever les défis de développement des pays membres par le biais de la recherche et la publication d'ouvrages, de rapports et d'articles sur divers sujets liés à la finance islamique et au développement durable.

Le renforcement des capacités est un autre domaine clé de la banque. L'institut a organisé plus de 10 programmes de renforcement des capacités en matière de finance islamique pour plusieurs pays membres en 2023, en utilisant des méthodes d'apprentissage traditionnelles et d'autres axées sur les technologies modernes. Les principaux projets en 2023 portent sur les zones franches awqaf, le système de compensation intelligent de l'OCI, le projet de services financiers islamiques postaux numériques, le système de stabilisation intelligent, le projet de finance islamique axée sur l'intelligence artificielle et le projet *Islamic Finance Pavilion Marketplace*. Ces initiatives ont pour but de mettre en synergie les dernières technologies et la finance islamique pour développer des solutions innovantes répondant aux enjeux socioéconomiques des pays membres de la banque.

À ce titre, *Cash Waqf Linked Sukuk* (CWLS) du ministère indonésien des Finances a reçu le prix 2023 de la banque pour les réalisations marquantes dans le domaine de l'économie islamique. CWLS est le premier programme de grande envergure à financer des projets sociaux à l'aide de mécanisme à but non lucratif, ce qui renforce la diversité des marchés financiers islamiques et favorise l'intégration entre la finance islamique commerciale et la finance islamique sociale.

1.6.6 : PARTENARIAT POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Selon le rapport 2023 sur l'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle publié par le PNUD et OPHI, 1,2 milliard de personnes, soit plus de 19,1 % de la population mondiale, vivent dans une pauvreté multidimensionnelle aiguë. L'Afrique subsaharienne en compte le plus grand nombre et 452,1 millions de personnes vivant dans les pays membres de la banque sont touchées, soit 41 % des pauvres dans le monde.

Le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) joue un rôle de premier plan dans la réduction de la pauvreté au sein des pays membres de la banque, et en particulier les moins avancés. Il a apporté quelque 1,23 milliard de dollars sous forme de prêts assortis de conditions avantageuses et de subventions, pour le financement de projets et programmes à fort impact dans des secteurs tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, le développement communautaire et la microfinance.

Depuis sa création, le fonds a constitué un portefeuille solide de plus de 20 programmes phares tels que des programmes d'éducation bilingue, d'alphabétisation professionnelle, de prévention et de lutte contre l'épidémie à virus Ebola, d'aide à la microfinance, des terres arides et d'énergie renouvelable. Les programmes lancés récemment sont en cohérence avec la Vision 2030 du fonds ; ils accordent la priorité aux initiatives visant les problématiques majeures.

En 2023, le fonds a démontré son engagement sans faille à réduire la pauvreté dans les pays membres avec l'approbation d'un montant de 213,6 millions de dollars pour des projets et programmes divers. La part la plus importante de ce financement, soit 150 millions, a été affectée au Fonds *Lives & Livelihoods* (LLF) pour le propulser dans la phase 2, renforcer l'appui des donateurs, et élargir son impact sur les communautés vulnérables.

Le FSID a soutenu activement les principaux axes de développement en 2023, notamment l'autonomisation économique et l'éducation. Avec des prêts approuvés d'un montant total de 50,5 millions de dollars, il a financé des projets en Ouzbékistan, au Maroc, au Nigeria et au Tadjikistan. Les financements sont de 20 millions au profit du Fonds d'autonomisation économique de l'Ouzbékistan, 10 millions au titre du programme de renforcement des entreprises vulnérables au Maroc, 10,5 millions en faveur du Programme de lutte contre la déscolarisation au Nigeria et 10 millions en faveur du Tadjikistan pour l'amélioration des cadres d'apprentissage. Des subventions ont également été consenties à hauteur de 13 millions de dollars pour le financement de 31 projets et 2 programmes dans les domaines de la santé, de l'autonomisation des organisations non gouvernementales, de la sécurité alimentaire et des bourses d'études, ainsi que deux projets d'intervention d'urgence avec le conflit soudanais et les inondations en Libye.

150 MILLIONS USD
ONT ÉTÉ AFFECTÉS AU
FONDS LIVES & LIVELIHOODS
POUR LE PROPULSER DANS LA PHASE 2, RENFORCER
L'APPUI DES DONATEURS, ET ÉLARGIR SON IMPACT SUR
LES COMMUNAUTÉS VULNÉRABLES.



1.6.7 : OPTIMISATION DE L'AWQAF POUR LE DÉVELOPPEMENT

La banque a contribué à la promotion des awqaf en tant que mécanisme de développement en créant le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) en 2001. Le fonds génère des revenus permettant de financer la mission sociale de l'organisation, d'aider ses bénéficiaires à réaliser une viabilité financière à long terme et de s'impliquer dans un cadre plus large de développement social et économique.

Caractérisé par son coût raisonnable et son fort impact, le fonds a financé 46 projets immobiliers dans 211 pays pour un coût total de 798 millions de dollars, ainsi que divers bénéficiaires à but non lucratif allant des gouvernements aux centres de recherche et organisations caritatives. Cela a permis d'aider des personnes issues de milieux différents et de réaliser un grand nombre de projets, contribuant ainsi à améliorer les normes de service public dans chaque localité.

En Arabie saoudite par exemple, plusieurs projets à fort impact financés par le fonds témoignent de son influence transformatrice. La construction d'un hôtel à Al-Madinah Al-Mounaouarah achevée en juin 2023 en est une parfaite illustration. L'hôtel devrait démarrer ses activités en février 2024 et générer un revenu locatif annuel de 2,13 millions de dollars permettant ainsi de financer les initiatives éducatives de la Fondation Albayan. En outre, le FIBA a financé l'achat d'un hôtel à Abha au profit de la société Albir à Doga. Cet hôtel a commencé ses opérations en juin 2023 en tant que *Best Western Plus*, et le revenu annuel prévu est de plus de 1 million de dollars et permettra à la Société Albir de fournir une assistance aux familles dans le besoin. Une tour commerciale à la Mecque a également été réalisée en janvier 2023 et a démarré ses activités la même année en septembre ; elle produira un revenu annuel d'environ 1,33 million de dollars pour financer *Zamzam Society for Voluntary Health Services*.

Le financement d'un complexe de développement à usage mixte à Kampala en Ouganda qui permettra bientôt de garantir la viabilité financière de l'association dénommée *Uganda Muslim Education Association* (UMEA) est autre exemple de la capacité de transformation du FIBA. Créée en 1936 en tant que secrétariat à l'éducation musulmane, l'UMEA joue un rôle essentiel dans la supervision de plus de 2 150 écoles partout dans le pays, contribuant ainsi de manière significative à l'environnement éducatif de l'Ouganda. Cette réalisation est un autre exemple de l'influence positive et de grande portée des initiatives du FIBA.

1.6.8 : PROMOTION DES SOLUTIONS DE DÉVELOPPEMENT SUD-SUD

MÉCANISME REVERSE LINKAGE

En 2023, la banque a continué de faciliter le transfert de solutions de développement entre ses pays membres et d'autres pays du Sud par le biais de divers mécanismes et programmes, en particulier le Programme de coopération technique et le mécanisme *reverse linkage*.

Le Programme de coopération technique permet de financer des interventions de renforcement des capacités à court terme afin de favoriser le développement socioéconomique des pays membres. En tout, 38 opérations ont été approuvées dans le cadre du Programme de coopération technique pour un montant de 0,9 million de dollars, la priorité étant donnée aux pays membres les moins avancés et aux interventions dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de la santé, de la finance islamique et du déploiement technologique.

Dans le cadre du mécanisme *reverse linkage*, les pays membres ont été mis en relation et ont travaillé en collaboration avec d'autres pays du Sud pour relever des défis de développement communs. Une subvention de 2,93 millions de dollars a été allouée au titre du mécanisme *reverse linkage* pour l'intégration de quatre interventions dans les opérations ordinaires de la banque au profit du Tchad, de Djibouti, de la Mauritanie et du Mozambique, dans des domaines tels que l'éducation et le développement rural et urbain.

Ce mécanisme a continué de favoriser les synergies et les complémentarités par d'autres moyens au sein du Groupe de la BID en 2023. Par exemple, la BID et la SIFC ont travaillé ensemble pour aider les Comores à développer leur secteur touristique tout en tirant partie des connaissances et de l'expertise du Maroc. La banque a aussi continué de s'inspirer du savoir-faire et de l'expertise de ses partenaires. C'est ainsi qu'à la faveur de la mise en œuvre réussie d'un projet *reverse linkage* en Mauritanie, *Tunisia Post* a proposé ses services à Djibouti pour la mise au point d'une plateforme de services financiers via la téléphonie mobile.

La banque a également promu la télémédecine par le biais de divers mécanismes de renforcement des capacités, tels que le projet *reverse linkage* entre la Somalie et l'Égypte pour l'amélioration des services de santé par la télémédecine. Ce projet permettra à *East Africa University Hospital* dans l'État du Puntland en Somalie, de créer un nouveau service de soins intensifs avec l'appui d'*Ain Shams University Virtual Hospital* en Égypte. Une fois le projet achevé, quelque 700 000 patients gravement malades pourront bénéficier d'une unité de soins intensifs gérée efficacement par un personnel médical somalien à *East Africa University Hospital*.

La banque s'est appuyée sur la coopération Sud-Sud pour renforcer son soutien aux pays membres dans le domaine des énergies renouvelables par le biais d'un programme régional appelé Programme de coopération en matière d'énergie renouvelable en Afrique. Ce programme sera mis en œuvre sur la base d'une coopération régionale et d'approches de partenariat. Le mécanisme *reverse linkage* sera utilisé pour mobiliser les partenaires techniques et financiers.

Dans le cadre de sa participation à l'Alliance pour lutter contre la cécité évitable, la banque a également mis au point un programme de soins ophtalmologiques visant à permettre à 10 millions d'enfants africains de lutter contre la cécité évitable. L'objectif global du programme est d'améliorer la qualité de vie et contribuer à l'atténuation du décrochage scolaire induit par le handicap visuel dans 13 pays bénéficiaires. Il permettra de fournir plus de 320 000 lunettes correctrices aux enfants et de doter 20 500 enseignants, inspecteurs et conseillers pédagogiques des compétences et des outils nécessaires pour effectuer un dépistage préliminaire des erreurs de réfraction chez les élèves.

Dans le cadre du mécanisme reverse linkage, les pays membres ont été mis en relation et ont travaillé en collaboration avec d'autres pays du Sud pour relever des défis de développement communs.

ENCADRÉ 3 : MISE À PROFIT DE L'EXPERTISE DU YÉMEN POUR RENFORCER LES CAPACITÉS DU SECTEUR PRIVÉ SOMALIEN DANS LE DOMAINE DE LA MICROFINANCE

Kaah International Microfinance Services (KIMS) est la première société privée de microfinance en Somalie, qui couvre l'ensemble du marché de ce pays. Elle offre des services de crédit et d'épargne conformes à la charia à des Somaliens à faibles revenus mais économiquement actifs, et en particulier à des micros, petites et moyennes entreprises détenues par des femmes et des jeunes. Elle a financé à hauteur de 32 millions de dollars plus de 34 000 microentreprises et petites entreprises clientes. KIMS opère dans un environnement commercial difficile, la Somalie étant marquée par plus de 30 années de conflit. Tandis que la demande en microfinance devient de plus en plus forte et devrait s'intensifier davantage, KIMS était confrontée à d'énormes difficultés en matière de renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

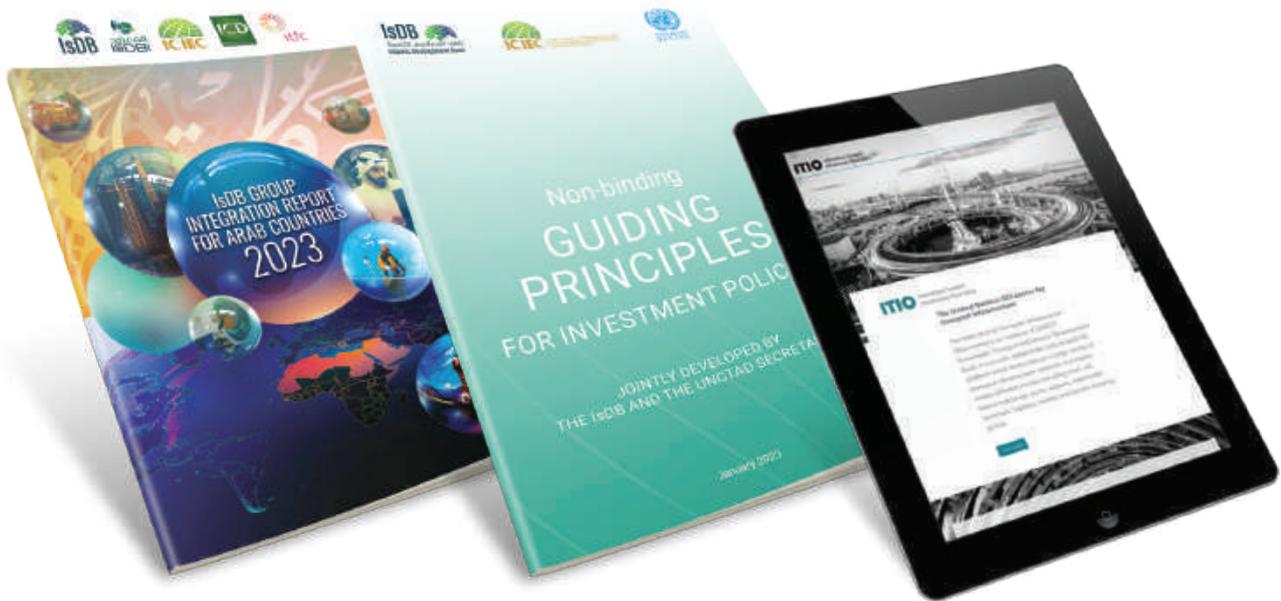
Ainsi, entre 2020 et 2023, la BID a facilité une collaboration entre KIMS en Somalie et *Al Kuraimi Islamic Bank* au Yémen. Cette collaboration par le biais du mécanisme *reverse linkage* est la première du genre entre deux pays membres en situation de fragilité. Elle a également

ceci de particulier que deux entreprises du secteur privé spécialisées dans la microfinance ont accepté de travailler ensemble dans un bel élan de solidarité. Ce projet témoigne de la richesse du savoir-faire et de l'expertise disponibles dans tous les pays membres de la banque, même ceux qui sont confrontés à des difficultés internes.

L'objectif était de renforcer les capacités institutionnelles et humaines de KIMS en Somalie en élargissant la gamme et l'échelle de ses produits financiers. À l'achèvement du projet, KIMS avait mis au point un nouveau plan d'entreprise, amélioré ses directives et son système d'information de gestion. En outre, plus d'une trentaine de membres de son personnel ont renforcé leurs capacités dans les domaines de la microfinance, de l'analyse de marché, de la gestion des risques, de l'audit interne, de la communication de l'information, des relations avec les clients, et de l'information financière.

Avec les résultats positifs enregistrés par le projet, la BID a reçu en août 2023 une correspondance du ministre des Finances de la Somalie saluant les efforts qu'elle a déployés pour renforcer les capacités de KIMS et l'invitant à envisager une deuxième phase pour transformer KIMS en un centre d'excellence pour la microfinance dans la Corne de l'Afrique.





INTÉGRATION RÉGIONALE

Dans un monde de plus en plus interconnecté sur le plan économique, la coopération et l'intégration régionales offrent aux pays membres de la banque une voie efficace pour améliorer la compétitivité et renforcer la croissance à long terme. La banque est déterminée à faire face aux nouveaux enjeux de ses pays membres, et dans ce cadre elle continue de promouvoir l'intégration régionale en tant que moyen d'améliorer la connectivité, favoriser le commerce et les investissements, et améliorer les moyens de subsistance sur la base des principes de solidarité et d'avantages mutuels.

En 2023, la banque a intensifié ses efforts pour inclure l'intégration régionale dans ses opérations, notamment dans les piliers 1 et 2 de sa nouvelle stratégie. Les opérations d'intégration régionale ont également participé directement au renforcement des capacités qui est un domaine transversal. Elles ont été regroupées en trois piliers, à savoir (i) la promotion de la connectivité régionale ; (ii) la promotion du commerce et d'une meilleure intégration dans le marché mondial ; et (iii) la promotion des investissements.

Pour mieux structurer ces opérations, la banque a lancé deux grandes initiatives régionales, à savoir l'initiative de connectivité en Asie centrale et l'initiative pour le Sahel. Elle a également mis au point un nouveau rapport analytique, Rapport d'intégration du Groupe de la BID pour les pays arabes, pour déterminer ses opérations et suivre les progrès réalisés en matière de commerce et d'investissement intrarégionaux dans les pays arabes. Au total, 10 ateliers et événements portant sur le renforcement des capacités et couvrant divers aspects de l'intégration régionale ont été organisés par la banque en collaboration avec des partenaires au développement en 2023.

La banque est déterminée à faire face aux nouveaux enjeux de ses pays membres, et dans ce cadre elle continue de promouvoir l'intégration régionale en tant que moyen d'améliorer la connectivité, favoriser le commerce et les investissements, et améliorer les moyens de subsistance sur la base des principes de solidarité et d'avantages mutuels.

Pour promouvoir l'intégration régionale et les investissements dans les pays membres, la banque a dégagé une enveloppe 0,96 million de dollars et lancé 21 opérations en collaboration avec des partenaires régionaux et internationaux. En tout, un montant de 2,15 millions de dollars a été mobilisé pour ces opérations en 2023.



ENCADRÉ 4 : PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT DANS LES PAYS MEMBRES

Le 9 février 2023, la BID et la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) ont lancé l'Observatoire international des infrastructures de transport (ITIO), une plateforme de système d'information géographique (SIG) axée sur le web, qui héberge des données sur les réseaux d'infrastructures de transport, notamment les routes, les chemins de fer, les voies navigables intérieures, les ports, les aéroports, les terminaux intermodaux, les centres logistiques et les points de passage frontaliers à travers l'Europe, l'Asie, le Moyen-Orient, la Méditerranée occidentale et l'Afrique du Nord.

ITIO est un produit conjoint du partenariat entre la banque, la CEE-ONU, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), l'Organisation de coopération économique et le Centre d'études des transports pour la Méditerranée occidentale.

Il fonctionne comme un marché virtuel pour le financement des infrastructures de transport en fournissant une interface électronique entre quatre groupes d'utilisateurs : les gouvernements, les banques multilatérales de développement, les organisations de coopération régionale et le grand public. Il s'agit d'un portail en ligne où les partenaires du secteur des transports peuvent collaborer dans un espace numérique, visualiser les réseaux de transport, explorer des cartes montrant les impacts des changements climatiques, et planifier des infrastructures de transport résilientes.

Les utilisateurs des services publics peuvent l'utiliser pour proposer de nouveaux projets, mettre à jour les réseaux de transport, et demander des financements, et les institutions financières pour détecter les liaisons de transport manquantes, générer des opportunités

Il est prévu d'élargir la dimension géographique de l'observatoire, afin de faire d'ITIO un instrument mondial de planification et d'investissement dans les transports transfrontaliers.

d'investissement, et évaluer la faisabilité des projets, en utilisant des outils SIG interactifs et des données fiables.

À la faveur de partenariats mondiaux, ITIO facilite la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable tels que l'objectif 9 relatif à l'industrie, l'innovation et les infrastructures, l'objectif 13 portant sur l'action climatique et l'objectif 17 sur le renforcement des partenariats pour la réalisation des objectifs mondiaux.

Il est prévu d'élargir la dimension géographique de l'observatoire, afin de faire d'ITIO un instrument mondial de planification et d'investissement dans les transports transfrontaliers.

